



VILLE DE COMBOURG  
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille treize, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**30 Janvier 2013**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code  
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	21
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage : 24 Janvier 2013  
Date d'affichage du compte-rendu : 4 Février 2013

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Alain COCHARD, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Loïc PETITPAS, Mme Michèle BEAUDOUIN

**Absents excusés** : Mme Pierrette HUET, Mme Joëlle COLLIN, Mme Odile DELAHAIS, Mme Roselyne MARCHAND

**Absents non excusés** : M. Marcel FOUQUET, M. Bruno TREMAUDAN, M. Johan THEURET, M. Joël DESVAUX

**Pouvoirs** : Mme HUET à Mme CHAMPAGNAY ; Mme COLLIN à Mme GIROUX ; Mme DELAHAIS à Mme DAUCE ; Mme MARCHAND à Mme BEAUDOUIN

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : M. Alain COCHARD, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 13-01) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 13-02) Acte notarié concernant la convention de servitudes pour un câble de réseau électrique souterrain – Alimentation basse tension au lotissement « Les Coteaux de Bel Air »
- 13-03) Dénomination du parking nord de la Gare – « Place des Anciens Combattants d'Afrique du Nord »
- 13-04) DETR – Achat de mobilier pour les nouveaux locaux de l'école maternelle Avenue des Erables
- 13-05) DETR – Réhabilitation d'équipement touristique – Sentier d'interprétation littéraire
- 13-06) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 13-07) Questions orales
- 13-08) Information – Réforme des rythmes scolaires

---

**13-01) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Alain COCHARD, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 19 Décembre 2012 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

**13-02) ACTE NOTARIE CONCERNANT LA CONVENTION DE SERVITUDES POUR UN CABLE DE RESEAU ELECTRIQUE SOUTERRAIN 230/410 VOLTS – ALIMENTATION BASSE TENSION AU LOTISSEMENT « LES COTEAUX DE BEL AIR » (13 LOTS)**

Rapporteur : Joël LE BESCO

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de réseaux du lotissement privé « Les Coteaux de Bel Air », référencé PA 35 085 11 S 0003 accordé le 24 novembre 2011, l'entreprise ERDF prévoit l'enfouissement d'une ligne électrique sur le secteur du lotissement communal « La

Gare/Bel Air ». Le câble passe sous la parcelle AI n° 429 appartenant à la commune. Il a donc été nécessaire d'établir une convention entre ERDF et la commune.

Cette convention établit :

- Les droits consentis à ERDF et au propriétaire
- Les dispositions financières
- Les litiges et responsabilités
- Son entrée en application et les formalités

Afin de formaliser cette convention, il est demandé de procéder à un acte notarié qui sera publié à la conservation des hypothèques, les frais afférant à cette affaire seront à la charge d'ERDF.

En conséquence, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer l'acte notarié mentionnant les termes de la convention.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE le Maire à signer l'acte notarié formalisant la convention à intervenir entre la Commune et ERDF.

### **13-03) DENOMINATION DU PARKING NORD DE LA GARE – « PLACE DES ANCIENS COMBATTANTS D'AFRIQUE DU NORD »**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1<sup>er</sup> Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que l'Union Nationale des Combattants (section locale) a transmis un courrier à la Mairie émettant le souhait d'obtenir une plaque commémorative en hommage aux Anciens Combattants de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc (1952-1962).

Monsieur HAMELIN propose donc de dénommer le parking Nord de la Gare « Place des Anciens Combattants d'Afrique du Nord ». Cette dénomination sera matérialisée par une plaque commémorative. La commission « Urbanisme » s'est réunie le 25 Janvier 2013. Elle n'est pas opposée à cette nomination mais la considère un peu restrictive dans la mesure où il existe plusieurs associations d'anciens combattants.

Madame SAUVÉE exprime qu'elle rejoint l'avis de la Commission et propose une dénomination plus générale, telle que « Place des Anciens Combattants ».

Après les délibérés, Monsieur HAMELIN demande au Conseil Municipal de se prononcer sur la dénomination « Place des Anciens Combattants d'Afrique du Nord ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 20 voix Pour, 3 voix Contre et 2 abstentions, DECIDE :

- De dénommer le parking Nord de la Gare « Place des Anciens Combattants d'Afrique du Nord »
- D'effectuer la mise en place des panneaux et plaque correspondants.

### **13-04) DETR - ACHAT DE MOBILIER POUR LES NOUVEAUX LOCAUX DE L'ECOLE MATERNELLE AVENUE DES ERABLES.**

Rapporteur : Madame QUÉVERT

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal que la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel financier par habitant est inférieur au seuil fixé par le Ministère.

La Commune de Combourg est éligible à la D.E.T.R. qui permet de financer en partie 5 catégories d'opération à savoir :

- Les bâtiments scolaires
- Les bâtiments publics
- Les équipements de sécurité
- Les opérations dues à des événements imprévisibles ou urgentes
- Les projets d'ordre touristique

Les travaux de l'école maternelle arrivent à échéance en septembre 2013, dans le cadre de cette extension de classe, il a été décidé de meubler les salles de classes, deux dortoirs et 1 vestiaire.

L'achat de mobilier s'impose dans ces nouveaux locaux :

- 3 salles de classe :
  - **Les besoins de la 1<sup>ère</sup> classe** : 1 chevalet, 18 tables, 18 chaises, 1 armoire, 1 bureau, 1 fauteuil, un caisson 2 tiroirs, 1 meuble 9 bacs, 1 meuble 6 cases, 1 tableau émaillé blanc, 1 tableau d'affichage, 1 meuble atelier mobile, 1 meuble 4 bacs livres, 1 banquette 3 places, 2 portes manteaux couloirs, 1 sèche dessins
  - **Les besoins de la 2<sup>ème</sup> classe** : 1 chevalet, 1 armoire, 1 bureau, 1 fauteuil, 1 caisson 2 tiroirs, 1 meuble 18 bacs, 1 meuble 16 bacs, 1 meuble 9 bacs, 1 meuble 6 cases, 1 tableau émaillé blanc, 1 tableau affichage, 1 meuble atelier mobile, 3 bancs avec dossiers, 1 banc sans dossier, 1 meuble papier dessin, 1 meuble 4 bacs livres, 1 banquette 3 places, 2 porte-manteaux couloirs, 1 sèche dessins
  - **Les besoins de la 3<sup>ème</sup> classe** : 1 chevalet, 30 tables, 30 chaises, 1 armoire, 1 bureau, 1 fauteuil, 1 caisson 2 tiroirs, 1 meuble 9 bacs, 1 meuble casiers, 1 meuble 6 cases, 1 tableau émaillé vert, 1 tableau émaillé blanc, 1 tableau d'affichage, 1 meuble atelier mobile, 3 bancs sans dossier, un présentoir livre, 1 meuble 4 bacs, 1 banquette 3

places, 2 porte-manteaux couloir, 1 sèche dessin , 1 banc informatique, une bibliothèque sans porte

- **2 dortoirs** : 4 lits hauts, 8 lits bas, 12 matelas, 1 armoire à pharmacie, 1 armoire
- **Vestiaire** : 2 armoires vestiaires 3 colonnes, 3 patères adultes

**Tableau financier :**

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Devis MOBILIER à la CAMIF collectivités A Rennes	21 757.46	Subvention DETR (25% du montant HT)	5 439.36
		Autofinancement	16 318.10
TOTAL HT	21 757.46	TOTAL HT	21 757.46

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal de demander une subvention dans la catégorie « Bâtiments Scolaires » : Acquisition de premier équipement et matériel pour l'aménagement de 3 salles de classes, deux dortoirs et 1 vestiaire.

Cette opération sera financée de la façon suivante :

- Subvention DETR 25% : 5 439.36 €
  - Autofinancement : 16 318.10 €
- 
- soit un total de 21 757.46 €

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- De DONNER UN AVIS FAVORABLE à l'acquisition de mobilier pour les nouveaux locaux de l'école maternelle.
- De DEMANDER à bénéficier de la DETR dans la catégorie « Bâtiments Scolaires » : acquisition de premier équipement et matériel pour l'aménagement de trois classes, deux dortoirs et un vestiaire

### **13-05) DETR - REHABILITATION D'EQUIPEMENT TOURISTIQUE – SENTIER D'INTERPRETATION LITTERAIRE**

Rapporteur : Monsieur Bertrand HIGNARD

Monsieur HIGNARD expose au Conseil Municipal que la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel financier par habitant est inférieur au seuil fixé par le Ministère.

La Commune de Combourg est éligible à la D.E.T.R. qui permet de financer en partie 5 catégories d'opération à savoir :

- Les bâtiments scolaires
- Les bâtiments publics
- Les équipements de sécurité
- Les opérations dues à des événements imprévisibles ou urgentes
- Les projets d'ordre touristique

En 2000, un sentier littéraire a été mis en place le long du Lac Tranquille et dans les bois attenants, il se caractérise par des panneaux d'interprétation sur lesquels figurent des citations littéraires, des photographies de la faune et de la flore. Aujourd'hui, ces panneaux en tôle laquée sont devenus illisibles.

Il a donc été envisagé de les remplacer par des panneaux en lave émaillée. Les textes et photographies figurant sur les anciens panneaux pouvant être repris à l'identique.

La rénovation des panneaux permettrait de conserver la qualité artistique de cette œuvre qui met en valeur le caractère romantique de la ville et les photographies proposées s'intègrent parfaitement avec l'esprit du parcours littéraire développé.

#### **Tableau financier :**

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Devis JÉZÉQUEL PUBLICITÉ de Trégueux	16 759.85	Subvention DETR (25% du montant HT)	4 189.96
		Autofinancement	12 569.89
TOTAL HT	16 759.85	TOTAL HT	16 759.85

Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal de demander une subvention dans la catégorie « PROJETS D'ORDRE TOURISTIQUE » : réhabilitation de panneaux de sentier littéraire

Cette opération sera financée de la façon suivante :

- Subvention DETR 25%	4 189.96 €
- Autofinancement	12 569.89 €
	-----
Soit un total	16 759.85 €

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- De DONNER UN AVIS FAVORABLE à l'acquisition de panneaux en lave émaillée pour le sentier littéraire mis en place le long du Lac Tranquille.
- De DEMANDER à bénéficier de la DETR dans la catégorie « Projets d'ordre touristique » : réhabilitation de panneaux de sentier littéraire.

### **13-06) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6<sup>e</sup> alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15<sup>e</sup> alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 12 décembre 2012 (**DIA n°45**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - o Parcelle AE n° 156 d'une superficie totale de 516 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 12 décembre 2012 (**DIA n°46**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - o Parcelles AC n° 705 et n° 704 d'une superficie totale de 307 m<sup>2</sup> et supportant un appartement
- Décision en date du 26 décembre 2012 (**DIA n° 47**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - o Parcelle AE n° 216 d'une superficie totale de 195 m<sup>2</sup> et supportant un terrain nu (jardin)

- Décision en date du 26 décembre 2012 (**DIA n° 48**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AE n° 213 d'une superficie totale de 272 m<sup>2</sup> et supportant un local commercial
- Décision en date du 26 décembre 2012 (**DIA n° 49**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AN n° 201 d'une superficie totale de 3 684 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 26 décembre 2012 (**DIA n° 50**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles D numéros 1058, 1060, 1062, 1063, 1439, 1441, 1442, 1475 d'une superficie totale de 9 289 m<sup>2</sup> et supportant un terrain à bâtir
- Arrêté n° 2013-006 en date du 8 Janvier 2013 acceptant une indemnité de sinistre de 171,39 € de l'Association La Chateaubriand (globe endommagé à l'Espace Malouas)
- Arrêté n° 2013-016 en date du 21 Janvier 2013 acceptant une indemnité de sinistre de 1 894,43 € de la Compagnie SMACL Assurances (arbre tombé sur clôture du terrain de football)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **13-07) QUESTIONS ORALES (1er trimestre)**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour, étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.



### **13-08) INFORMATION - REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la réforme des rythmes scolaires, voulue par le Gouvernement, doit s'appliquer dès la rentrée de septembre 2013, ou, par dérogation, à partir de celle de septembre 2014. Des précisions relatives à l'organisation et au financement de cette réforme ont été apportées dans le projet de décret ministériel.

Concernant l'organisation, le temps scolaire sera désormais de 24 heures hebdomadaires réparties sur 9 demi-journées. Le temps scolaire quotidien ne peut excéder 5h30 ; chaque demi-journée ne peut excéder 3h30 ; la pause méridienne ne peut être inférieure à 1h30. Par défaut, la demi-journée de travail supplémentaire est fixée au mercredi matin ; son report au samedi matin reste possible sur demande motivée du Conseil Municipal.

Aujourd'hui, l'école maternelle publique accueille 180 enfants et l'école élémentaire 300. Actuellement, la journée scolaire s'étale sur six heures : de 8h45 à 11h45 le matin, et de 13h45 à 16h45 l'après-midi, avec une pause récréative de vingt minutes. Ces horaires ont été ajustés en fonction de ceux des transports scolaires, qui déposent les enfants à 8h30 et repartent le soir à 17h00. Le Conseil Général, compétent en matière de transports scolaires, a annoncé que cette desserte ne devrait pas évoluer, ce qui signifie que les heures d'arrivée et de départ des enfants le matin et le soir peuvent difficilement être modifiées.

La commune organise dans les écoles publiques un service d'accueil périscolaire : de 7h30 à 8h30 le matin et de 17h00 à 19h00 le soir. Cet accueil périscolaire du soir se double trois soirs par semaine d'une étude de 17h00 à 18h00, pendant laquelle des enseignants rémunérés par la commune accompagnent les élèves dans la réalisation de leurs travaux scolaires.

Dans le projet de réforme, l'organisation de la semaine pour les écoles de la commune est fixée par le Directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) sur proposition du maire et/ou des conseils d'écoles. Trois heures d'activités pédagogiques complémentaires au temps scolaire, organisées en groupe restreint d'enfants, pourront concerner l'aide aux élèves en difficulté ou des activités prévues dans le projet éducatif territorial (PET) défini par la commune et les Conseils d'école.

La réforme des rythmes scolaires aura des incidences importantes sur le fonctionnement de l'accueil de loisirs. Une quarantaine d'enfants y sont présents chaque mercredi, et il s'agira de redéfinir les plages d'accueil, les activités proposées, et la transition entre le temps scolaire et le temps périscolaire.

Concernant le financement, un fonds spécifique d'aide aux communes de 250 millions d'euros est mis en place pour accompagner la réforme.

Si la commune entre dans le dispositif à la rentrée 2013, elle devrait disposer d'une aide forfaitaire de 50 € par élève, majorée d'une aide de 40 € par élève car elle est éligible à la DSR cible, soit 90 € par élève pour l'année 2013/2014.

Si la commune entre dans le dispositif à la rentrée 2014 par dérogation, elle ne percevrait que la part relative à la DSR cible fixée à 45 € par élève. Cette aide financière de l'Etat ne serait pas pérenne.

La commune doit décider de la date d'entrée en vigueur de la réforme, à la rentrée de 2013 ou de 2014. Elle doit formuler son avis avant le 31 mars 2013, ce qui laisse peu de temps. Un travail de concertation a débuté, avec notamment des réunions de travail avec les directeurs d'école et l'inspecteur de l'Education Nationale. Ce travail de concertation doit se poursuivre dans les semaines suivantes et sera présenté à la Commission Vie Scolaire avant que le Conseil Municipal se prononce sur le calendrier de mise en œuvre de cette réforme.

S'agissant d'une information, ce point n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 50.

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU MERCREDI 30 JANVIER 2013**

**A 20 H 00**

---

**ORDRE DU JOUR**

---

1. Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
2. Acte notarié concernant la convention de servitudes pour un câble de réseau électrique souterrain – Alimentation basse tension au lotissement « Les Coteaux de Bel Air »
3. Dénomination du parking nord de la Gare – « Place des Anciens Combattants d'Afrique du Nord »
4. DETR – Achat de mobilier pour les nouveaux locaux de l'école maternelle Avenue des Erables
5. DETR – Réhabilitation d'équipement touristique – Sentier d'interprétation littéraire
6. Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
7. Questions orales
8. Information – Réforme des rythmes scolaires